

Montréal, le 28 février 2025

Docteur Luc Boileau
Directeur national de la santé publique et sous-ministre adjoint
Ministère de la Santé et des Services sociaux
1075, chemin Sainte-Foy, 12^e étage
Québec (Québec) G1S 2M1

OBJET : Demande de financement pour l'initiative de défense et de promotion de politiques publiques favorables à la réduction du tabagisme et à la protection des non-fumeurs de l'Association des intervenants en dépendance du Québec (2025 - 2026)

Monsieur le directeur national de la santé publique,

Par la présente, nous sollicitons le renouvellement de la contribution financière du ministère de la Santé et des Services sociaux pour l'initiative de défense et de promotion de politiques publiques favorables à la réduction du tabagisme et ses conséquences. Le projet est parrainé par l'Association des intervenants en dépendance du Québec (AIDQ) et est porté par l'équipe de la Coalition québécoise pour le contrôle du tabac. Le renouvellement souhaité couvrirait le financement de la période allant du 1^{er} juillet 2025 au 30 juin 2026.

Pour la prochaine année, nous demandons le même montant que pour 2024-2025 avec une indexation de 2 %¹ pour partiellement pallier l'augmentation du coût de la vie. Le budget de 2024-2025 se chiffrait à 525 300 \$. Ainsi, avec la hausse demandée (qui équivaut à 10 500 \$), le budget total réclamé est de 535 800 \$. Le budget proposé se retrouve en annexe. Comme pour les années précédentes, le budget proposé permettra de maintenir les activités de la Coalition au même niveau que celui qui existe présentement.

Étant maintenant aux trois quarts de l'année financière en cours, nous prévoyons de vous envoyer à la fin juin l'état des résultats complet de la Coalition pour l'année financière 2024-2025. Ce dernier sera aussi accompagné par le bilan de ses activités 2024-2025. La mission d'examen de l'AIDQ du 31 mars 2025 vous sera également envoyée dans les premières semaines de juillet.

¹ Soit 1,9988578 %, pour arrondir à 10 500 \$ au lieu de 10 106 \$



Aperçu du contexte pour 2024-2025

1) Taux de tabagisme et de vapotage

Statistiques sur le tabagisme :

Les enquêtes les plus récentes mesurant le tabagisme au sein de la population québécoise incluent l'Enquête sur le tabac et les produits de vapotage — EQTPV (répondants de 15 ans et plus, ayant respectivement fumé et vapoté dans les 30 derniers jours) pour l'année 2023, l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes — ESCC (répondants de 18 ans et plus, qui fument actuellement ou à l'occasion) pour l'année 2023 et le sondage Santé mentale, consommation de cannabis, tabagisme, vapotage et jeux d'argent en ligne de l'INSPQ (adultes québécois ayant fumé au cours des 30 derniers jours) pour l'année 2024. L'EQTPV estime le taux de tabagisme (répondants ayant fumé dans les 30 derniers jours) **chez les 15 ans et plus à 10,6 % en 2023, soit une baisse statistiquement significative** par rapport à 2020 (12 %). L'ESCC estime le taux de tabagisme à **11,4 % chez les 18 ans et plus en 2023**, ce qui représente une **baisse statistiquement significative** par rapport à 14,2 % en 2022, alors que la baisse est principalement alimentée par celle observée chez les 50 à 64 ans. Enfin, le sondage de l'INSPQ estime à **11,8 % en 2024 le taux de tabagisme chez les adultes québécois**.

Pour ce qui est des enquêtes les plus récentes mesurant l'usage des cigarettes chez les jeunes Québécois, celles-ci incluent l'Enquête québécoise sur le tabac et les produits du vapotage — EQTPV (répondants de 15 à 17 ans ayant fumé au cours des 30 derniers jours) pour l'année 2023, ainsi que l'Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire — EQSJS (jeunes du secondaire, fumeurs quotidiens, occasionnels et débutants) pour l'année 2022-2023. Selon l'EQTPV, c'est **3,2 %** des 15-17 ans qui fumaient en 2023, pendant que la EQSJS indique que le taux de tabagisme **chez les élèves du secondaire est de 2,3 %**, soit **en baisse** depuis une quinzaine d'années, avec un taux de 5 % en 2016-2017 et de 11 % en 2010-2011.

Bref, les indicateurs révèlent un taux de tabagisme qui poursuit sa baisse sur le long terme.

Statistiques sur le vapotage :

Les enquêtes les plus récentes mesurant le vapotage au sein de la population québécoise incluent l'Enquête québécoise sur le tabac et les produits du vapotage — EQTPV (répondants de 15 ans et plus, faisant usage de ces produits au cours des 30 derniers jours) pour l'année 2023, le sondage traitant de « Santé mentale, consommation de cannabis, tabagisme, vapotage et jeux d'argent en ligne » de l'INSPQ (adultes québécois, usage au cours des 30 derniers jours) pour l'année 2024, l'Enquête canadienne sur la consommation de substances — ECCS (usage au cours des 30 derniers jours chez les 15 ans et plus) pour 2023, et l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes — ESCC (répondants de 18 ans et plus ayant fait usage au cours des 30 derniers jours) pour 2023. Selon l'EQTPV, **6,8 %** de la population 15 ans et plus vapotait en 2023. Selon le sondage de l'INSPQ, le taux de vapotage chez les **Québécois de 18 ans et plus** était de **7,7 %** en 2024. Selon l'ECCS, **8,9 %** des Québécois ayant 15 ans et plus vapotaient en 2023. Enfin, selon l'ESCC, **6,7 %** des 18 ans et plus au Québec vapotaient en **2023**. Lorsqu'il est possible de comparer ces taux à ceux du passé, il s'agit d'une augmentation.

En ce qui concerne les enquêtes les plus récentes mesurant le vapotage chez les jeunes Québécois, on trouve notamment l'Enquête québécoise sur le tabac et les produits du vapotage — EQTPV et l'Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire — EQSJS. Selon l'EQTPV, le taux de vapotage chez les 15 à 17 ans était de **14,5 %** en 2023 (comparativement à 18,0 % en 2020), et selon l'EQSJS, le vapotage chez les jeunes du secondaire était de **15,9 %** en 2022-2023 (comparativement à 10,9 % en 2016-2017). Rappelons que le taux de vapotage chez les élèves dans les deux dernières années du secondaire (IV et V) **est systématiquement le plus élevé** que la moyenne de toutes les années de secondaire, avec un taux de 26,9 % comparativement à la moyenne de 19,5 % selon l'Enquête canadienne sur le tabac, l'alcool et les drogues chez les élèves — ECTAD de 2021-2022.

En somme, les données disponibles des deux dernières années confirment la popularité et l'usage considérable du vapotage de nicotine chez les jeunes du secondaire.

Consommation de nicotine

L'introduction des sachets de nicotine (soit ceux vendus par Imperial Tobacco) sur le marché libre canadien depuis l'été 2023 demeure trop récente pour en connaître le taux d'utilisation par la population et les jeunes. Heureusement, pour le moment, la vente de ces produits doit se faire par le biais de la vente en pharmacie et derrière le comptoir à la suite d'une interaction avec le pharmacien ou la pharmacienne. Sachant que l'industrie du tabac est derrière la mise en marché de ces sachets, il importe de surveiller la consommation de tels produits en dehors d'un usage thérapeutique, tout comme l'usage des autres produits nicotiniques.

2) Progrès — encadrement du vapotage

L'épidémie du vapotage chez les jeunes a suivi la politique de tolérance du gouvernement fédéral face aux ventes illégales des cigarettes électroniques à partir de milieu des années 2000 ainsi que leur légalisation officielle en 2018, et ce, avec un encadrement législatif et réglementaire beaucoup trop permissif. Malgré l'encadrement plus sévère du Québec adopté en 2015, et malgré l'adoption subséquente par le fédéral de divers projets réglementaires visant à restreindre le marketing et certaines caractéristiques des produits de vapotage, le vapotage chez les jeunes au Québec et au Canada n'a pas connu de recul important et demeure parmi les plus élevés au monde, tel que la Coalition et les Médecins pour un Canada sans fumée **ont souligné** en s'appuyant sur les données récemment publiées de l'Enquête canadienne sur la consommation de substances (ECCS). Cette nouvelle enquête révèle qu'un tiers (31 %) des Canadiens âgés de 15 à 19 ans ont vapoté au cours des 30 derniers jours. Ce taux est grandement supérieur à celui mesuré par les enquêtes précédentes (avec des méthodologies différentes) qui estimaient ce taux entre 13 et 15 % au cours des quatre années précédentes.

Un projet de règlement fédéral déposé en juin 2021 interdirait tous les additifs hormis ceux qui sont permis, dont la saveur de « tabac » et (malheureusement) celles de la menthe et du menthol. Outre le potentiel de substantiellement réduire l'attrait et l'usage des produits de vapotage auprès de l'ensemble des jeunes du Canada, la finalisation de cette réglementation favoriserait également l'application du règlement québécois qui interdit toutes les saveurs (sauf la saveur « tabac »).

Puisqu'en plus d'assujettir les commerces québécois à l'interdiction fédérale plus solide, les commerces hors Québec ne pourraient plus vendre des produits aromatisés (autre que la menthe ou le menthol) et les livrer au Québec.

Comme elle l'a fait depuis les trois dernières années, la Coalition (de concert avec ses partenaires dont les Médecins pour un Canada sans fumée — MCSF et ASH Canada) [a continué de sonner l'alarme](#) face à [l'urgence](#) de réaliser cette réglementation, allant même jusqu'à [inviter](#) la ministre fédérale des Dépendances à finaliser le règlement ou à céder sa place à une personne prête à relever le défi. Au moment de la rédaction de cette lettre, soit à la veille du lancement potentiel des élections fédérales, le projet de règlement demeure toujours sur les tablettes, et ce, à la suite des [pressions soutenues](#) de la part du lobby provapotage.

Pour ce qui est du règlement québécois, la Coalition avait soumis au printemps 2024 [une série de recommandations](#) au gouvernement du Québec pour favoriser son application. Elle a également [interpellé le fédéral](#) pour que les autorités compétentes collaborent avec leurs homologues québécois en ce sens, plus particulièrement pour pénaliser les fabricants hors Québec qui livrent des produits non conformes au Québec. Malgré plusieurs rappels [publics](#), [par écrit](#) ou dans le cadre de réunions au cours des derniers mois, il y a peu ou pas d'indications selon lesquelles ces recommandations sont en voie de réalisation. Le gouvernement semble vouloir attendre le dénouement des poursuites contre les commerces délinquants — dénouement qui se fait attendre depuis l'entrée en vigueur du règlement à la fin octobre 2023.

En concentrant ses efforts sur des [campagnes d'éducation](#) destinées aux jeunes (historiquement peu efficaces), en appliquant une version déformée de la « réduction des méfaits » aux cigarettes électroniques (soit [celle avancée par l'industrie](#) qui, à la fois, écarte la recherche [de plus en plus volumineuse](#) quant aux importants risques pour santé associés au vapotage et qui exagère l'efficacité des produits comme moyen de cessation tabagique à l'échelle populationnelle et dans un contexte de vente libre), Santé Canada demeure une source privilégiée citée par le [lobby provapotage](#), dont [l'industrie du tabac](#), pour justifier son opposition aux mesures plus contraignantes réclamées par des groupes de santé, de nombreux professionnels de la santé et le [Conseil des médecins-hygiénistes en chef](#) des provinces.

Il n'y a donc malheureusement pas eu de progrès sur la question des produits de vapotage, hormis la question de la taxation abordée plus loin.

3) Progrès — sachet de nicotine et autres nouveaux produits nicotiniques

À l'automne 2023, la Coalition et ses partenaires canadiens sonnaient l'alarme concernant la mise en marché irresponsable par Imperial Tobacco de ses nouveaux sachets de nicotine « Zonnic ». Ces derniers ont été autorisés par Santé Canada en tant que thérapie de remplacement de la nicotine (TRN) en vertu de du Règlement sur les produits de santé naturels.

En réponse à d'autres sorties médiatiques, entrevues, lettres et rencontres, le ministre de la Santé du Canada [a enfin instauré](#) en août 2024, par [décret](#), un nouvel encadrement des TRN, notamment pour contrer leur usage à des fins récréatives chez les jeunes. Notons que cette initiative a été rendue

possible grâce à l'appui du Bloc québécois (avec lequel la Coalition a échangé sur ce dossier), le gouvernement étant minoritaire et ne pouvant pas compter sur l'appui des autres partis d'opposition.

Les nouvelles mesures répondent généralement [aux demandes](#) de la Coalition et de ses deux principaux partenaires. Dorénavant :

- ➔ Toute nouvelle TRN (y compris les sachets de nicotine) doit être vendue par un pharmacien et conservée derrière le comptoir,
- ➔ Aucune nouvelle TRN ne peut contenir des arômes autres que la menthe ou le menthol,
- ➔ La promotion de toute TRN, y compris l'étiquetage et l'emballage, est interdite si elle est susceptible d'attirer les jeunes et
- ➔ Chaque emballage de TRN doit comporter un avertissement concernant la dépendance à la nicotine et le fait que le produit est destiné au sevrage tabagique pour les adultes.

Ces mesures ont aussi pour effet d'empêcher l'industrie de contourner les politiques appliquées aux TRN par les instances québécoises, telles que l'Ordre des pharmaciens.

Avant même l'annonce du décret, les pouvoirs conférés au ministre en ce sens par le [projet de loi C-69](#) (loi exécutive liée au budget d'avril 2024) ont été mis en péril, soit par le projet de loi [privé C-368](#) qui visait à annuler l'assujettissement de certains produits naturels, dont les TRN, de la *Loi sur les aliments et drogues (LAD)*. La Coalition a de nouveau [travaillé avec](#) le Bloc Québécois et a témoigné devant le comité de la Santé pour réclamer un amendement empêchant le retrait des TRN de la liste thérapeutique de la LAD. Un tel amendement a été adopté avec l'appui des partis d'opposition, mais le projet de loi est ultimement mort au feuillet à cause de la prorogation du Parlement en janvier 2025. Quoi qu'il en soit, la Coalition a contribué à des prises de position politiques qui pourraient servir à protéger la mesure dans le futur.

Le nouvel encadrement fédéral des TRN représente une immense victoire pour la santé publique, protégeant des générations de jeunes contre la mise en marché de nouveaux produits nicotiques qui vise à piéger les jeunes et autres non-fumeurs dans une dépendance extrêmement rentable pour l'industrie. L'industrie tente d'introduire des sachets similaires [à travers le monde](#), et pour nombreux pays, le combat contre la commercialisation de ces produits ne fait que débiter.

4) Progrès — taxation des produits du tabac et des liquides de vapotage

Après avoir [réagi](#) avec consternation à l'annonce de mars 2024 associée aux deux modestes hausses de la taxe-tabac (soit le 12 mars 2024 et le 6 janvier 2025), la Coalition a directement communiqué au ministère des Finances ses fortes préoccupations concernant le modèle de taxation « [modéré et prévisible](#) » privilégié par l'industrie du tabac, tout en réitérant ces mêmes préoccupations dans sa dernière [soumission prébudgétaire](#). La Coalition réclame de nouvelles hausses substantielles, mais annoncées de manière à ce que leur date de mise en vigueur demeure inconnue d'avance.

En ce qui concerne les mesures fiscales touchant les produits de vapotage, la mise en œuvre de la taxe harmonisée sur les produits de vapotage à partir de juillet 2024 représente la seule bonne nouvelle depuis l'été 2024. Malheureusement, le manque de surveillance à l'échelle fédérale, alors

que les ventes interprovinciales demeurent permises, contribue à priver le Québec des revenus que la province aurait normalement encaissés.

5) Surveillance et responsabilisation de l'industrie

Le dossier des litiges-tabac était devenu le dossier le plus important de la Coalition en 2024-2025 étant donné son potentiel de transformer complètement le commerce du tabac au pays, notamment par sa capacité à accélérer la baisse du tabagisme et à imposer des mesures transformatrices à l'industrie. Malheureusement, le 17 octobre dernier, la Coalition et ses partenaires ont constaté le pire résultat imaginable avec l'annonce de l'entente proposée par le médiateur. Outre l'argent pour indemniser les victimes québécoises, l'industrie du tabac a gagné sur toute la ligne. En effet, contrairement à nos demandes répétées au cours des cinq dernières années, le règlement proposé ne contient aucune mesure visant à accélérer le déclin du tabagisme ou à empêcher le recrutement de nouveaux fumeurs et vapoteurs. Au contraire, il favorise la perpétuation du tabagisme, en rendant les paiements futurs aux provinces conditionnels à la vente de cigarettes. L'entente favorise également le plan d'affaire de l'industrie du tabac qui mise sur le développement et la vente des produits nicotiniques alternatifs comme les produits de vapotage pour assurer sa rentabilité (plutôt qu'une réduction absolue de l'ensemble de ses ventes), étant donné que les revenus de ces nouveaux types de produits sont complètement dissociés (lire « exemptés ») des paiements aux créanciers.

La Coalition et ses deux principaux partenaires sur ce dossier ont vigoureusement dénoncé l'entente proposée, par [communiqué de presse](#), avec des [articles d'opinion](#) et à travers d'innombrables entrevues. À ce point-ci, la Coalition et ses partenaires misent sur l'entrée de nouveaux fonds et leur obligation en quelque sorte morale pour inciter les provinces, dont le Québec, à bonifier leurs interventions et le financement des initiatives législatives et fiscales pour accélérer la baisse du tabagisme, notamment [pour contrebalancer](#) le désastre de santé publique que constitue l'entente proposée.

La Coalition s'est attardée à de multiples autres dossiers relevant du fédéral, dont celui de l'instauration d'une redevance pour les fabricants, afin de les faire contribuer au coût des investissements liés au contrôle du tabac. Les pouvoirs législatifs habilitant le ministre à adopter de tels règlements découlent du [projet de loi C-59](#) (loi exécutive pour l'énoncé économique de mars 2023) qui les a ajoutés à la Loi sur le tabac et les produits de vapotage (LTPV). Malheureusement, les frais recouvrables se limitent à ceux qui sont liés à la réalisation de l'objet de la LTPV. En plus d'avoir communiqué sa position aux fonctionnaires de Santé Canada sur cette question dans le cadre de plusieurs rencontres, la Coalition a soumis [un mémoire](#) dans le cadre de la [consultation](#) afin d'exprimer son appui conditionnel à certaines modifications, sans quoi le recouvrement proposé est appelé, selon nous, à fragiliser davantage les interventions de la lutte antitabac réalisées par le gouvernement fédéral.

En effet, la Coalition réclame une série de modifications dont : (1) l'élargissement des activités couvertes à toutes celles qui découlent de la Stratégie canadienne sur le tabac, (2) le recouvrement du budget d'administration du régime de redevances à l'extérieur de l'enveloppe budgétaire actuelle de la stratégie antitabac fédérale, (3) l'introduction d'une composante au calcul des redevances qui

tient compte de l'introduction continue de nouveaux produits et (4) l'assujettissement dès maintenant dans une forme quelconque des produits de vapotage au modèle de redevances.

Ayant contribué [aux efforts](#) récents et par le passé pour l'instauration de lignes directrices en lien avec la mise en œuvre de l'article 5.3 de la Convention-cadre de la lutte antitabac (CCLAT) qui cherche à minimiser l'influence de l'industrie du tabac dans le développement des politiques de santé, il importe de noter que Santé Canada a enfin publié des [lignes directrices](#) à l'intention des représentants et des employés de la fonction publique fédérale sur comment interagir avec l'industrie du tabac. Bien qu'elles représentent un pas dans la bonne direction, les lignes directrices sont extrêmement faibles, ne s'appliquant ni aux députés ni aux sénateurs, n'exigeant aucun rapport sur le lobbying et sur les dons politiques de l'industrie, n'incluant pas de registre de l'information rapportée par l'industrie et n'incluant aucun mécanisme de surveillance, de renforcement ou de pénalités.

Enfin, la Coalition s'est souvent plainte de l'absence de mesures dissuasives efficaces, comme des pénalités financières, au niveau de l'application des diverses lois et des divers règlements fédéraux. Santé Canada a finalement lancé une [consultation](#) à ce sujet, et la Coalition n'a pas manqué de soumettre [ses recommandations](#).

Aperçu des perspectives envisagées pour 2025-2026

1) Respect du règlement québécois sur le vapotage

La Coalition continuera de surveiller l'application du règlement québécois interdisant les saveurs. Nous espérons que les poursuites contre les commerçants récalcitrants aboutiront dans la prochaine année à entraîner une meilleure conformité. Cela dit, l'expérience montre que les pénalités à elles seules ont rarement été suffisantes pour assurer le respect d'une mesure, étant donné que la surveillance est une intervention ponctuelle (non permanente) qui nécessite des investissements continus, faute de quoi la conformité décline. C'est pourquoi la Coalition demeure convaincue que la série de mesures structurantes proposées en 2024 demeure pertinente et qu'elle poursuivra ses efforts en vue de convaincre les deux paliers gouvernementaux de les instaurer.

2) Réglementation fédérale sur les produits de vapotage et les sachets de nicotine

À la veille de probables élections d'ici quelques semaines, il y a peu de chances que le projet de règlement sur les saveurs soit finalisé ce printemps. Ainsi, la Coalition sensibilisera les partis politiques fédéraux quant au bien-fondé de cette mesure, notamment pour faire contrepoids aux campagnes de désinformation déployées par l'industrie et ses groupes-façade. Des efforts de mobilisation et de sensibilisation en faveur d'autres mesures pour restreindre l'attrait et l'accès aux produits de vapotage pour les non-fumeurs seront réalisés, notamment [celles avancées](#) par le Conseil des médecins hygiénistes en chef du Canada.

En vue d'assurer la cohérence au niveau des contrôles sur les produits de tabac, de vapotage et de tout autre produit nicotinique vendu sur le marché libre, la Coalition envisage d'entamer une réflexion sur la création à long terme d'un nouvel encadrement fédéral pour tous ces produits.

3) Révision de la loi provinciale

La Loi concernant la lutte contre le tabagisme constitue la pierre angulaire du combat mené contre le tabagisme et contre le vapotage chez les jeunes. Le gouvernement est appelé à la moderniser étant donné l'évolution des stratégies de l'industrie de même que [l'évolution des connaissances scientifiques](#), surtout en ce qui concerne le vapotage. Cette loi exige le dépôt d'un rapport de mise en œuvre devant l'Assemblée nationale à l'automne 2025, dix ans après sa dernière révision législative. Cette révision est non seulement cruciale pour s'attaquer aux faiblesses de la présente loi qui sont apparues au cours de la dernière décennie, dont certaines ont été exposées dans le [rapport sur sa mise en œuvre](#) de novembre 2020, mais aussi pour apporter [les correctifs souhaités](#) en lien avec les difficultés rencontrées en ce qui concerne l'application de la plus récente (et potentiellement la plus importante) mesure réglementaire pour contrer le vapotage chez les jeunes, soit l'interdiction des saveurs dans les produits de vapotage.

La Coalition compte poursuivre ses réflexions et étoffer l'argumentaire en appui aux mesures législatives potentielles qui devraient faire partie d'une révision de la loi, notamment celle concernant l'instauration d'une politique de prix, une mesure réclamée depuis 2017. Une autre mesure incontournable est l'instauration d'un système de permis de vente pour les produits du tabac et de vapotage auquel pourraient se greffer certaines conditions de vente (par exemple des conditions liées à la vente et au prix).

4) Mesures fiscales — tabac et vapotage

Le taux de taxation des produits du tabac du Québec demeure toujours le moins élevé au pays. Bien que la taxe provinciale ait été augmentée de 2 \$ la cartouche le 6 janvier dernier, il importe de continuer à justifier l'importance de maintenir la politique de la taxation du tabac à l'aide de hausses subséquentes, notamment pour rejoindre le taux de l'Ontario et éventuellement, au minimum, la moyenne des autres provinces. Avec un taux de contrebande stable [à moins de 10 %](#), il y a peu de raisons pour le Québec de se priver de cette mesure parmi les plus efficaces pour réduire le tabagisme. Or, une politique de prix demeure nécessaire pour optimiser l'impact bénéfique de celle-ci sur la santé publique.

Bien que la taxe harmonisée sur les produits de vapotage ait rapporté [485 millions de dollars](#) (485 M\$) au fédéral en 2023/24, ce régime de taxation [n'a pas mené](#) à une hausse du prix plancher par « bouffée » de nicotine. En effet, l'industrie continue de modifier ses dispositifs de sorte à maintenir le vapotage soutenu abordable. La Coalition continuera donc de recommander une politique de prix pour les produits de vapotage (tout comme les produits du tabac) afin de protéger l'impact bénéfique recherché de ces taxes. De plus, le régime de timbres fiscaux, qui est géré par le gouvernement fédéral, n'est pas déployé optimalement pour empêcher la livraison des [produits non conformes](#) au Québec provenant de la vente en ligne par des commerces hors Québec. La vente en ligne rend facile la livraison de produits sans que ces derniers comportent le timbre fiscal de la province qui en est la destination. La Coalition entend poursuivre sa surveillance de ce nouveau régime de taxation et recommander des améliorations.

Compte tenu du contexte actuel, dans le cadre duquel le gouvernement du Québec devrait prochainement recevoir près de 1,7 milliard de dollars (1,7 G\$) (avec un total de quelques 6,6 milliards de dollars [6,6 G\$] au cours des deux prochaines décennies), la Coalition a réitéré dans sa [soumission prébudgétaire](#) la nécessité de substantiellement rehausser les investissements gouvernementaux consacrés à la lutte antitabac ainsi que la lutte contre le vapotage chez les non-fumeurs. La Coalition entend mobiliser ses partenaires pour notamment réclamer l'allocation d'une partie des nouveaux fonds afin de renverser l'attrition du budget consacré à la lutte antitabac, rehausser les barrières financières limitant le remboursement des pharmacothérapies reconnues pour la cessation et favoriser l'instauration d'un programme ACCES Vapotage.

5) Surveillance et responsabilisation de l'industrie

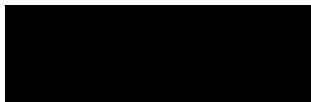
Avec l'aboutissement des négociations secrètes entre l'industrie du tabac et les gouvernements provinciaux dans le dossier des litiges-tabac et vu l'entente qui est à la veille d'être finalisée, les travaux de la Coalition pour influencer le contenu de cette dernière prennent fin. Or, les répercussions de cette entente seront mondiales, et il sera important pour la Coalition et ses partenaires concernés d'éduquer le public et les décideurs politiques des dommages incommensurables qui découleront de cet échec historique pour la santé publique, entre autres pour éviter que la saga se répète dans l'avenir, y compris en ce qui concerne les impacts découlant des produits émergents commercialisés dans le but d'alimenter et d'accroître l'épidémie de la dépendance à la nicotine.

Conclusion

Comme pour chaque année, nous apprécions la confiance du ministère de la Santé et des Services sociaux envers la capacité de l'Association des intervenants en dépendance du Québec de surveiller et d'informer, ainsi que de défendre et de promouvoir des politiques publiques favorables à la réduction du tabagisme et du recrutement de jeunes consommateurs dans la dépendance à la nicotine. Nous espérons que le ministère continuera de reconnaître, comme nous, la qualité des travaux de l'équipe de la Coalition québécoise pour le contrôle du tabac ainsi que la nécessité de poursuivre ceux-ci face à l'ensemble des nouveaux défis auxquels se confronte le mouvement de lutte contre la première cause de maladies et de décès évitables.

N'hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez obtenir plus de précisions.

Veuillez agréer, cher Docteur Boileau, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.



Sandhia Vadlamudy
Directrice générale



Coalition québécoise pour le contrôle du tabac

Prévisions 2025-2026
du 1er juillet 2025 au 30 juin 2026

	Prévisions 2024-2025	Prévisions 2025-2026
REVENUS		
MSSS	\$525,300	\$535,800
TOTAL DES REVENUS	\$525,300	\$535,800
DÉPENSES		
Salaires et charges sociales	\$394,280	\$409,649
Expertise externe	\$35,000	\$25,426
Frais administratifs	\$51,625	\$55,475
Frais de bureau	\$1,000	\$1,000
Télécommunications	\$4,000	\$3,000
Matériels liés au projet	\$3,000	\$1,000
Informatiques	\$2,000	\$4,000
Communications (Incluant site web)	\$27,000	\$29,000
Déplacement et représentation	\$5,000	\$5,000
Colloques / Cotisations	\$1,500	\$2,000
Autres	\$895	\$250
TOTAL DES DÉPENSES	\$525,300	\$535,800
EXCÉDENT (INSUFFISANCE)	0	0

Notes

* La quote-part des frais administratifs incluent une répartition proportionnelle du loyer, des honoraires de vérification externe, assurances, frais de bureau communs, papeteries, contrat photocopieur, abonnements téléphonie fixe et technologie de l'information, frais bancaires, intérêts et/ou taxes, service de paie et autres services comptables et des frais de gestion des ressources humaines.